

Le Plan ne chiffrera pas l'impôt sur la fortune

■ Les partis de gauche reprochent au Bureau du Plan de ne pas évaluer une de leurs mesures phares.

Franchement, je suis furieux. Le Bureau du Plan refuse de chiffrer l'une de nos mesures phares, la taxation des grandes fortunes. Je n'irais pas jusqu'à dire qu'il y a un parti pris idéologique, mais tout de même, je m'interroge", lance un responsable de parti "progressiste". Et s'il est en colère, c'est parce qu'il sait qu'on attend au tournant les partis politiques sur le financement de leurs mesures. "On attend beaucoup de la taxation des grandes fortunes pour financer d'autres mesures de notre programme. Nous dire que les 'outils statistiques' ne permettent pas d'évaluer la mesure, cela nous met en position de faiblesse."

La fronde "progressiste"

Renseignements pris, ce parti n'est pas le seul à s'offusquer de ce refus du Bureau du Plan. Depuis le début de l'année, l'institution est occupée à chiffrer les cinq priorités de chaque parti, assorties de maximum vingt mesures précises. Objectif: jauger leur coût et en évaluer l'impact (en termes d'emplois, etc.). Le résultat sera communiqué le 26 avril.

"Nous avons reçu une première évaluation de nos mesures. Nous les affinons, et je tiens à dire que les relations avec le Bureau du Plan sont constructives, mais je dois confirmer que nous sommes aussi surpris, voire choqués, par le fait que le Plan nous a adressés une fin de non-recevoir sur l'évaluation de la mesure qui est très importante pour nous", lance le porte-parole dudit parti. N'y allons pas par quatre chemins: aucun de nos interlocuteurs ne veut se dévoiler. Sujet sensible.

Un carcan économique?

Un troisième parti lui aussi "progressiste" donc appartenant à la galaxie PS-Écolo-PTB se dit "interpellé": "On nous a effectivement signifié que les outils statistiques ne permettaient pas une telle évaluation. Une

deuxième raison a été avancée par le Bureau du Plan: l'absence de cadastre des fortunes."

Cela dit, du côté du PS, on s'étonne tout de même que "la mesure de taxation des grandes fortunes a pu faire l'objet d'une évaluation par le passé". De fait, il y a quelques années, le PS a déposé cette mesure sous la forme d'une proposition de loi. Et a ainsi pu demander l'évaluation de la taxation du patrimoine à la Cour des comptes. "On compte sur un rendement de 1,5 milliard d'euros, mais la Cour des comptes a effectivement chiffré notre mesure entre 700 millions d'euros et 2,3 milliards d'euros", rappelle Ahmed Laaouej, chef de groupe des socialistes à la Chambre. "Nous sommes donc plutôt à l'aise avec l'estimation de notre mesure à 1,5 milliard d'euros."

"La faiblesse des outils d'évaluation et l'absence objective réelle d'un cadastre des fortunes peuvent être entendues, poursuit une autre source, mais l'impossibilité d'évaluer une mesure aussi importante doit aussi interpeller sur le carcan méthodologique et peut-être même idéologique dans lequel se trouve le Bureau du Plan. Je ne dis pas que c'est de sa faute, mais cela pose question sur la possibilité de modifier les paradigmes de notre économie, puisque tous les logiciels du Bureau du Plan sont conformes à ceux utilisés par la Commission européenne, dont on connaît le conservatisme en matière économique. Cela mériterait un débat de fond au Parlement", poursuit ce président de parti.

Une autre critique affleure: l'impossibilité de chiffrer les effets retour en ce qui concerne les émissions de CO₂... Pas de chance, le contexte budgétaire n'a pas permis de garder les deux personnes qui, au Bureau du Plan, avaient la possibilité de développer une technologie permettant ce chiffrage. Le départ de ces deux personnes a laissé le "bloc environnement" du Plan quasi exsangue.

Budget décidé au Parlement

Au Bureau du Plan, on confirme mais ne veut pas réagir à ces critiques. "Il y a des choses qui sont certainement perfectibles. Une évaluation est prévue après les élections, rappelle Philippe Donnay, commissaire au Plan. Ce qui nous permettra d'être plus performants dans l'optique de la pro-

chaine législature. On a dû travailler dans l'urgence puisque la loi de 2014 a été adaptée in extremis à la fin décembre 2018, il faut aussi le rappeler."

Pour le reste, c'est *no comment*. Sujet sensible. Si le Bureau du Plan verrouille sa communication, dans son entourage proche, mais en off, les langues se délient un peu. "On peut s'étonner que les critiques ne soient pas venues plus tôt. Le budget alloué au Bureau du Plan ne permet pas non plus de faire des miracles." Si le Bureau du Plan a obtenu huit équivalents temps plein supplémentaires pour ce travail – portant ainsi les effectifs à 55 personnes sur le chiffrage des program-

mes des partis politiques – on est très loin des budgets entre les mains de l'institution (Bureau central du Plan) qui s'occupe de cela aux Pays-Bas depuis 1986: 11 millions contre plus de 15 millions d'euros. Et un outil statistique digne de ce nom, basé sur l'accumulation de savoirs avec les années, ne se réalise pas en un coup de cuillère à pot.

Le Plan ne se plaint pas, et ne réclamera jamais officiellement davantage de moyens mais une source interne tient tout de même à rappeler que "l'institution souffre d'un manque d'investissements depuis de très nombreuses années et que le travail réalisé l'est au mieux dans la mesure des budgets à disposition". Et le timing imparfait.

François Mathieu

L'impossibilité de chiffrer la taxation des gros patrimoines met ces partis en position de faiblesse.